

Être révolutionnaire n'est pas un crime : Solidarité avec les camarades accusés dans le procès de Munich !

Le 28 juillet prochain, dans le procès sur le TKP/ML (Parti Communiste de Turquie/ML), le tribunal de Munich/Allemagne va rendre son jugement sur les révolutionnaires de Turquie. Lors d'une opération dans toute l'Europe, dirigée par l'Allemagne, en 2015 contre le TKP/ML, 10 révolutionnaires dirigeants de l'ATİK (*Confédération des Travailleurs de Turquie en Europe*) avaient été arrêtés en France, en Suisse, en Grèce et en Allemagne. On ne reproche rien de criminel aux accusés, seulement leur appartenance au TKP/ML qui, selon Erdogan serait une « organisation terroriste ».



Cette action a mis une fois de plus en évidence la profonde collaboration entre les États impérialistes européens et le gouvernement fasciste du président turc Erdogan, au niveau économique et politique jusqu'au niveau juridique.

Mardi 28 juillet, une manifestation à Munich exprimera la résistance et la solidarité contre la répression et l'anticommunisme. Des délégations de différents pays européens sont également attendues. Dans le même temps, des rassemblements sont prévus devant les consulats allemands du monde entier.

De nombreuses organisations appellent à la solidarité contre l'oppression politique et juridique. Protestations et résistances doivent renforcer la construction du Front Uni international contre le fascisme et la guerre initié par l'ICOR * et l'ILPS **.

L'Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste a signé l'appel à une large unité d'action en Allemagne et au niveau international. Si vous souhaitez signer également, adressez-vous à contact-upml@riseup.net et à la coordination de l'ICOR en Europe coordinationeurope@yahoo.co.uk

Appel : Solidarité avec les camarades accusés dans le procès de Munich

Le 28 juillet, dans le procès du TKP/ML, le tribunal de Munich va rendre son jugement sur des révolutionnaires de Turquie. Le tribunal veut prononcer un détestable jugement scandaleux!

Nous exigeons l'acquittement de tous les accusés et la liberté de Müslüm Elma

Lors du procès qui dure depuis quatre ans accusant de «terrorisme» dix militants révolutionnaires turque devant le tribunal régional supérieur de Munich, le bureau du procureur de la République a exigé des punitions draconiennes.

Les accusés ne sont même pas accusés de crimes concrets, mais seulement d'appartenance ou d'être des "chefs de file" du TKP / ML, ce qui n'est pas interdit en Allemagne. Il s'agit donc de juger plus leur état d'esprit et leur organisation révolutionnaires! Le parquet fédéral souhaite qu'ils soient punis de peines de prison allant de trois ans et six mois à six ans et neuf mois. Si neuf accusés depuis 4 ans sur dix ont été libérés, ils devraient tout de même retourner en prison.

En raison de l'accusation construite de soi-disant "chef de file" d'une telle association, le **principal accusé Müslüm Elma est le seul** qui est toujours en détention après cinq ans et près de trois mois. Dans les plaidoiries et les déclarations finales des accusés, la procédure d'accusation par la justice bourgeoise a été exposée comme étant une manœuvre anticommuniste, utilisée pour protéger le régime fasciste d'Erdoğan dans sa lutte contre les forces révolutionnaires et le mouvement de

libération kurde, mais aussi pour criminaliser l'idéologie communiste de liberté.

Müslüm Elma a souligné dans son discours de clôture devant le tribunal le 29 juin 2020

«Nous venons de la tradition de la résistance. L'accusation de 'terrorisme' est l'un des plus grands mensonges des 20e et 21e siècles, que les voleurs impérialistes et leurs collaborateurs ont rassemblés pour cacher les crimes qu'ils ont commis contre les peuples opprimés du monde et pour diffamer leur lutte légitime. Mais tous ces mensonges ne pourront empêcher la disparition des impérialistes. Nous sommes des révolutionnaires internationalistes ... vous ne pouvez pas nous juger ... »

Ces paroles claires de Müslüm sont une preuve supplémentaire du moral élevé et de la volonté indomptable de tous les accusés de rejeter l'accusation calomnieuse et construite de terrorisme et de montrer la collaboration de l'impérialisme allemand avec le terrorisme d'État de l'État turc.

Mais pourquoi cette persécution acharnée contre des opposants turcs?

D'une part, c'est une faveur du gouvernement fédéral, complice du régime Erdoğan. Le tribunal de Munich n'est pas intéressé par le fait qu'une partie importante des «preuves» a été apportée par les services secrets turcs par le biais d'espionnage illégal. Pas intéressé non plus qu'Erdoğan a établi un régime fasciste, envahi Efrin (en Syrie) en violation du droit international, a occupé des parties du Rojava et récemment bombardé des colonies kurdes et yézidiennes dans le nord de l'Irak.

Ce procès est un instrument pour renforcer la droitisation en Allemagne.

Il s'agit explicitement d'une procédure pilote anticomuniste, qui, basée sur l'interdiction du KPD (Parti Communiste d'Allemagne) en 1956, vise à aider à criminaliser l'activité révolutionnaire. Un jugement modèle qui vise à créer de nouvelles opportunités d'accuser les syndicalistes, les grévistes, les antifascistes, les militants écologistes, les militants de gauche et les révolutionnaires et - s'ils ne sont pas allemands les expulser. Comme déjà dit, ce ne sont pas pour des actes précis qu'ils sont inculpés ici, mais bien pour leur état d'esprit.

Ce processus est lié à l'extension de lois d'exception adoptées en 1968 : étendre la répression étatique, par exemple à travers la nouvelle loi sur les tâches de la police, et exploiter actuellement la pandémie du corona pour réduire les droits politiques démocratiques et étendre les pouvoirs de la police.

Ce que les dirigeants craignent, c'est notre union.

La crise économique et financière mondiale qui a éclaté en 2018 - aggravée par la crise du corona - aggravera encore les contradictions sociales. Elles mèneront à de nouvelles luttes de masse et à des crises politiques. Le système capitaliste est dépassé depuis longtemps. Le nombre de personnes augmente qui s'y opposent et qui sont dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression.

Dans ce contexte, l'union de toutes les forces progressistes est à l'ordre du jour. Ce n'est que par une coopération active, dans la perspective d'un front uni antifasciste et anti-impérialiste, que Müslüm Elma formulera à juste titre: *«Ce procès ne sera pas conclu dans la salle d'audience, mais dans la rue».*

- **Nous n'accepterons pas une condamnation!**
- **Pour l'acquittement de tous les accusés**
- **Liberté pour Müslüm Elma**
- **Abolition du §129a + b et fin de «l'autorisation de persécution»**
- **Mettre fin à la coopération avec le régime Erdoğan par le gouvernement fédéral**
- **Vive la solidarité internationale**

Manifestation le 28 juillet à 10h, jour de prononcé du verdict, devant le tribunal régional supérieur à Munich, Nymphenburgerstrasse
--

Signataires:

ATİK (Confédération des travailleurs de Turquie en Europe), Rote Hilfe, UPOTUDAK (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques internationaux), Alliance internationaliste, ADGB (Plate-forme pour les

forces démocratiques en Europe), MLPD (Parti marxiste-léniniste d'Allemagne), Association des femmes Courage, Yeni Kadın, Gauche anticapitaliste, Anticapitaliste Linke, Roter Jugendaufbau, Union des travailleurs, Front révolutionnaire, Wladza Rad Polonya, Revolutionaire Eenheid Holland, AFA Fryslan Hollanda, Secours Rouge (Belgique, France, Allemagne, Suisse, Italie), CCFR (Collectif des Combattantes et Combattants Franchophones du Rojova), NDF (Front National Démocratique des Philippines), MAKIBAKA (Libre Mouvement des Nouvelles Femmes), Réseau de Solidarité des Prisonniers Palestiniens Samidoun, Parti Communiste de Grande-Bretagne (Marxiste-Léniniste), Anti-Fascistes de Londres, Action Anti Impérialiste Irlande, CARC (Parti des comités de soutien à la résistance - pour le communisme en Italie), Komintern (Initiative Syndicale communiste - International), AZADÎ eV, ADDKÎ (Initiative européenne des communautés démocratiques révolutionnaires), ADHK (Confédération pour les droits démocratiques en Europe), KCDK-E (Congrès de la société démocratique du Kurdistan - Europe), KKP (Parti communiste du Kurdistan), SYKP Europe (socialiste Building Party), YSP (Parti vert de gauche), AvEG-KON (Confédération des personnes opprimées en Europe), FÍDEF (Fédération des associations de travailleurs de la République fédérale d'Allemagne), Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste/France

* Coordination Internationale des Partis et Organisations Révolutionnaires (ICOR)

** Ligue Internationale pour la Lutte des Peuples (ILPS)